



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1657

Texte de la question

CROISSANCE ET ATTRACTIVITÉ

**M. le président.** La parole est à M. Christian Eckert, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**M. Christian Eckert.** Monsieur le Premier ministre, l'INSEE, la Banque de France, l'OCDE, l'OFCE, le FMI, la Commission, le Haut conseil des finances publiques, la Cour des comptes, autant d'institutions qui nous donnent périodiquement avec aplomb, comme beaucoup d'éditorialistes et, reconnaissons-le, certains d'entre nous, des prévisions à échéance d'un, de deux, voire de trois ans sur la croissance, l'emploi, le commerce extérieur et bien d'autres indicateurs macroéconomiques. Les mêmes sont souvent moins pressés à commenter *a posteriori* les constats, qui viennent souvent contredire les hypothèses qu'ils ont émises.

**Plusieurs députés du groupe UMP .** Pas pour les déficits !

**M. Christian Eckert.** Ainsi, en 2013, la France a connu une croissance de 0,3 %, supérieure aux prévisions, proche de celle de l'Allemagne et supérieure à celle de la zone euro. (« Bravo ! » sur les bancs du groupe UMP.)

**M. Yves Nicolin.** Quel succès !

**M. Christian Eckert.** Au quatrième trimestre, l'investissement des entreprises a augmenté de 0,6 %, la consommation des ménages de 0,5 %, et près de 15 000 emplois industriels ont été créés.

Ces premiers résultats, enregistrés avec l'humilité qui convient (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), ne doivent pas réduire notre ambition de conduire le redressement industriel de notre pays parallèlement au redressement nécessaire de nos comptes publics.

**M. Bernard Deflesselles.** Quel gag !

**M. Christian Eckert.** Cette ambition doit amplifier notre action. Après le CICE, les programmes d'investissement d'avenir, le soutien aux filières innovantes et la montée en puissance de la Banque publique d'investissement, le Président de la République s'est engagé à aller plus loin et plus vite.

Monsieur le Premier ministre, dites-nous comment vous allez, avec tous ceux qui voudront s'y engager avec responsabilité, confirmer sans stress et dans la durée les premiers résultats qui ont été enregistrés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre.** Monsieur le rapporteur général, vous avez raison de le dire, même s'il ne s'agit pas de faire de l'autosatisfaction, la France redémarre (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – « Oh ! » sur les bancs du groupe UMP.*) C'est à ce rendez-vous du redressement de la France, du retour de la croissance qu'il faut amplifier, du recul du chômage qu'il faut consolider, que j'appelle toutes les forces de la nation à se rassembler.

Bien sûr, j'en appelle aux élus de la majorité parlementaire mais à vous aussi, mesdames et messieurs de l'UMP, qui devriez vous réjouir lorsque les chiffres sont meilleurs plutôt que de continuer, comme vient de le dire Pierre Moscovici, à dénigrer la France, notre pays. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) L'heure est au patriotisme, pas au France bashing ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Que constatons-nous ? Les chiffres du dernier trimestre montrent que la croissance a été de 0,3 % en France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Un peu de modestie, mesdames et messieurs de l'UMP, et surtout de lucidité ! De 2007 à 2012, la croissance a été en moyenne de zéro. Au dernier trimestre, la France a quasiment le même niveau de croissance que l'Allemagne que vous ne cessez de citer en exemple.

**M. Daniel Fasquelle.** Les Français sont très contents ! Continuez comme ça !

**M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre.** La consommation y a contribué, pour plus d'un-demi point, l'investissement des entreprises pour près d'un point. Pour la première fois depuis longtemps, les embauches dans le secteur marchand sont positives.

Alors, il faut amplifier, consolider. C'est le sens du pacte que le Président de la République a proposé. Il n'y a pas un instant à perdre pour ceux qui aiment la France (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), ceux qui veulent que la France réussisse, ceux qui veulent redonner le moral aux Françaises et aux Français.

Faire reculer durablement le chômage, ce n'est pas vous qui l'avez fait, vous qui n'avez aucune solution et qui portez la responsabilité de l'échec de la France. (*Mêmes mouvements.*) Ayez un peu de réflexe, le sens de la dignité et de l'honneur du pays (*Mêmes mouvements*) pour rassembler les forces et soutenir le pacte qui s'adresse aux entreprises, aux organisations syndicales, aux collectivités territoriales, à tous ceux qui veulent que la France réussisse, comme ces entreprises que nous avons reçues avec le Président de la République à l'occasion de ce conseil stratégique de l'attractivité.

Certes elles ont des questions à poser à la France, ces quelque quarante entreprises des cinq continents, qui représentent un chiffre d'affaires de 850 milliards d'euros, dont 39 en France, où elles investissent et où elles ont créé 100 000 emplois – et elles sont prêtes à faire plus. Le pacte a un impact de mobilisation pour ces entreprises-là, qui viennent d'ailleurs, comme pour les entreprises françaises.

Ce rendez-vous, il ne faut pas le manquer. C'est le rendez-vous auquel vous êtes tous conviés. On dira alors que 2014 aura été le tournant de la consolidation. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Les efforts que les Françaises et les Français ont faits depuis plus de vingt mois ne sont pas inutiles. Ces efforts vont payer. Il faut aller plus vite, plus fort, plus loin. La France redémarre et c'est à nous tous d'y contribuer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

**Plusieurs députés du groupe UMP.** Debout ! Debout pour applaudir !

## Données clés

**Auteur :** [M. Christian Eckert](#)

**Circonscription :** Meurthe-et-Moselle (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1657

**Rubrique** : Politique économique

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [19 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 février 2014](#)